



Trente-quatrième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

LA SITUATION A NAURU

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1317ème séance, le 23 juin 1967, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé de représentants des Etats-Unis d'Amérique et de la France, qu'il a chargé de présenter, compte tenu des délibérations du Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation à Nauru ainsi que de formuler des recommandations concernant le chapitre consacré à la situation dans ce Territoire, qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
2. Le Comité de rédaction a tenu trois séances. Il a bénéficié du concours d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. A la lumière de la discussion générale qui a eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui lui paraissent refléter l'opinion de la majorité des membres du Conseil et qui figurent à l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité est d'avis que le Conseil de tutelle voudra peut-être adopter le document de travail révisé sur la situation à Nauru (T/L.1120 et Add.1) comme texte de base du chapitre sur la situation dans le Territoire, qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
5. Le Comité estime également que le Conseil de tutelle voudra peut-être adopter les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe ci-après et les faire figurer à la fin de chaque section ou sous-section correspondante du chapitre.

ANNEXE

I. GENERALITES

1. Le Conseil note que les relations entre l'Autorité administrante et les représentants du peuple nauruan continuent d'être cordiales, que la situation économique, sociale et de l'enseignement demeure satisfaisante et que des progrès dignes d'éloges ont été accomplis dans le Territoire.

Avenir des Nauruans

2. Le Conseil réaffirme que les dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale) ainsi que de la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale sont entièrement applicables au Territoire sous tutelle de Nauru.

3. Le Conseil rappelle qu'aux termes de l'alinéa b) de l'Article 76 de la Charte, l'une des fins essentielles du régime international de tutelle est de favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction, de favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et à ses populations et des aspirations librement exprimées des populations intéressées. Le Conseil, notant la résolution 2111 (XX) et la résolution 2226 (XXI) de l'Assemblée générale, rappelle sa recommandation de tenir dûment compte des vœux du peuple nauruan, librement exprimés par l'intermédiaire de ses représentants élus, à savoir d'accéder à l'indépendance le 31 janvier 1968 au plus tard.

4. Le Conseil note qu'au cours des entretiens qui ont eu lieu à Canberra en 1967 entre les représentants du peuple nauruan et l'Autorité administrante, cette dernière a reconnu qu'il convenait d'opérer des changements fondamentaux dans le Gouvernement de Nauru, l'objectif étant que ces modifications prennent effet à partir du 31 janvier 1968. Le Conseil note qu'au cours des entretiens de Canberra, l'Autorité administrante a fait deux propositions concernant l'avenir de Nauru : une proposition prévoyant l'association avec l'Australie, cette dernière

/...

se chargeant des affaires extérieures et de la défense de Nauru tout en accordant l'autonomie complète au Territoire en ce qui concerne les affaires intérieures et le gouvernement; puis une proposition accordant à Nauru l'indépendance complète tout en laissant à l'Australie la responsabilité de la défense et des affaires extérieures aux termes d'un traité d'amitié. L'Autorité administrante a proposé que le peuple nauruan se prononce sur ces nouvelles dispositions par la voie d'un plébiscite.

5. Les représentants du peuple nauruan ont réitéré leur désir d'accéder à l'indépendance au 31 janvier 1968 et proposé que l'île devienne une république au sein du Commonwealth britannique. Le Conseil note que les représentants du peuple nauruan, tant aux entretiens de Canberra qu'aux délibérations du Conseil de tutelle, ont déclaré que l'accession à l'indépendance ne devrait pas être subordonnée à un accord préalable avec l'Australie au sujet de la défense et des affaires étrangères, et qu'il n'y a nullement nécessité d'organiser un plébiscite. La délégation nauruane à Canberra a précisé par ailleurs que sa position n'excluait pas la possibilité de conclure des traités ou des accords avec d'autres pays, ni de chercher à obtenir une assistance d'un autre pays ou d'autres pays en ce qui concerne la conduite des affaires étrangères de Nauru.

6. Le Conseil note avec satisfaction que les entretiens de 1967 à Canberra se sont déroulés dans une atmosphère favorable. Le Conseil regrette toutefois que les parties n'aient pu, faute de temps, mener leurs entretiens à bonne fin, mais note qu'elles ont décidé d'étudier les diverses propositions et de reprendre les discussions à une date rapprochée. Le Conseil est convaincu que ces entretiens se dérouleront dans le même esprit de coopération et exprime sincèrement l'espoir qu'une entente pourra se faire à la satisfaction des deux parties. Le Conseil a plaisir à noter que l'Autorité administrante a adopté une attitude favorable quant au vœu exprimé par les Nauruans de réaliser leurs ambitions politiques au 31 janvier 1968.

7. Le Conseil, rappelant ses observations adoptées à sa trente-troisième session en ce qui concerne la réinstallation des Nauruans, note la déclaration du chef principal Hammer De Roburt selon laquelle les Nauruans ont renoncé à l'idée d'une réinstallation et entendent demeurer dans l'île. Le Conseil note cependant que l'Autorité administrante s'est déclarée prête à examiner toute proposition des Nauruans concernant une éventuelle réinstallation.

/...

II. PROGRES POLITIQUE

Créations d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs et extension de leurs pouvoirs

8. Le Conseil note avec satisfaction la déclaration des Nauruans indiquant que la constitution proposée devrait comprendre notamment des dispositions relatives aux droits fondamentaux de la population.

III. PROGRES ECONOMIQUE

9. Le Conseil, rappelant qu'il est convaincu qu'aucun effort ne sera épargné pour adopter une solution permettant de régler la question des phosphates conformément aux droits et aux intérêts du peuple Nauruan, note avec satisfaction qu'un accord a pu être conclu à Canberra en 1967 entre les Nauruans et l'Autorité administrante; aux termes de cet accord, la propriété, le contrôle et la gestion de l'industrie des phosphates seront transférés aux Nauruans au 1er juillet 1970.

En outre, le Conseil note avec satisfaction que des dispositions provisoires prévoient une augmentation importante des redevances versées sur les phosphates et une participation accrue des Nauruans dans l'exploitation de cette industrie.

10. Le Conseil note que l'Autorité administrante a fait distribuer le rapport du Comité d'experts sur la remise en état des terres épuisées, conformément à la recommandation du Conseil à sa trente-troisième session.

11. Le Conseil note également que le rapport du Comité d'experts a conclu notamment qu'il serait possible techniquement (au sens étroit du terme) de combler les terrains à phosphate épuisés de Nauru à l'aide de terre ou d'autres matières adéquates obtenues à l'extérieur, mais qu'en raison de nombreuses considérations d'ordre pratique, une telle entreprise s'avère irréalisable. Le rapport fait mention par ailleurs d'autres moyens de traiter les terres épuisées. Le Conseil note en outre que les Nauruans ont exprimé de sérieuses réserves à l'égard de ce rapport et ont notamment indiqué que le Conseil de gouvernement local de Nauru estime que l'Autorité administrante devrait remettre les terres épuisées dans leur état initial. Le Conseil note également la

déclaration de l'autorité administrante suivant laquelle les arrangements financiers convenus pour les phosphates tenaient compte de tous les besoins futurs du peuple nauruan, et notamment de la remise en état éventuelle des terres épuisées.

12. Le Conseil, regrettant que la question de la remise en état des terres continue de donner lieu à des divergences d'opinion, exprime l'espoir sincère qu'il sera possible de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties.
